

RDC : un tir de drone tue une humanitaire française à Goma

Hubert Leclercq

La Libre Belgique, 11 mars 2026

Le gouvernement de Kinshasa ciblait les responsables de la rébellion.



“Kinshasa vise la tête de la rébellion depuis de longue semaine”, explique ce mercredi à La Libre un cadre de l’AFC/M23 joint à Goma.

Ce mercredi 12 mars, vers 4 heures du matin, un drone a bombardé à Goma une demeure située sur les berges du lac Kivu, dans un quartier qui abrite les principaux responsables de la rébellion mais aussi une villa qui appartient à Olive Kabila, l’épouse de l’ancien président de la RDC. *“C’est une par-*

celle qui abrite quelques petites maisons mitoyennes appartenant à un Belge qui a été touchée”, explique un autre expatrié.

“On a entendu deux explosions”, poursuit son voisin qui se trouvait la nuit dernière à proximité du lieu bombardé. L’attaque de drone a fait au moins trois victimes, deux civils congolais et une Française qui travaillait pour l’Unicef.

Le patron par intérim de la Monusco, le français Bruno Lemarquis a *“condamné fermement cette escalade de la violence à Goma ce mercredi”*. Emmanuel Macron, le président français a lui appelé, *“au respect du droit humanitaire et des personnels qui sont sur place et qui s’engagent pour sauver des vies”*. Notre ministre des Affaires étrangères, Maxime Prevot, s’est montré, lui, plus ferme en rappelant que cette attaque n’est *“pas un fait isolé – on constate la multiplication de ce type d’attaques, en violation du cessez-le-feu, menées par toutes les parties ces derniers temps. Je condamne fermement ces violences aveugles, sans exceptions”*.

La responsabilité de Kinshasa

À chaque fois, les auteurs renvoient dos à dos les deux camps et évitent soigneusement de pointer la responsabilité des autorités de Kinshasa dans cette attaque et plus généralement dans la campagne de bombardement par des drones dans le Sud-Kivu et le Nord-Kivu. Des bombardements quotidiens qui tuent des civils congolais sur les Hauts Plateaux de Minembwe, dans la Ruzizi ou le Masisi. c'est là, d'ailleurs, que le 24 février dernier, un drone a abattu le porte-parole du M23 Willy Ngoma.

Il aura fallu la mort d'une humanitaire française pour que ces attaques indiscriminées, menées par des drones turcs, dont une nouvelle livraison de 5 appareils vient d'être acheminée à Kisangani (Nord de la RDC) commencent à être dénoncées à bas bruit sur la scène internationale.

La guerre, le plan A

Depuis son retour du petit-déjeuner national de prière à Washington (National Prayer Breakfast), le 5 février dernier, lors duquel il a été un des invités d'honneur de son homologue américain Donald Trump, le président congolais a enterré la piste d'un dialogue national intercongolais pour sortir de la crise que traverse son pays. Il a désormais opté

pour la solution militaire. "*La guerre est devenue le plan A*", explique sans sourciller un de ses conseillers.

Une politique pleinement assumée et qui semble largement acceptée par la communauté internationale qui ferme les yeux sur les bombardements de la population civile dans les zones occupées par l'AFC/M23 par des drones pilotés par des Européens, sur le recours aux milices criminelles, aux mercenaires étrangers, sans oublier les rencontres désormais publiques à Kinshasa avec les héritiers des génocidaires rwandais.

Malgré cette attitude, malgré l'absence de volonté de structurer et de réformer l'armée nationale congolaise qui doit s'adosser à ces éléments illégaux pour combattre une rébellion dans l'est du pays, certaines capitales européennes (dont la Belgique) poursuivent leur coopération militaire avec la République démocratique du Congo.

L'accompagnement de ce régime congolais n'est pas sans danger quand on sait encore que la majorité présidentielle construite autour de Félix Tshisekedi se prépare tranquillement à modifier la constitution pour tenter de le maintenir au pouvoir au-delà des deux mandats prévus actuellement.

En 2015, une approche similaire menée par le clan Kabila avait dégénéré en véritable bataille de rue dans le centre de Kinshasa, faisant plusieurs dizaines de morts parmi la population civile.